

RÉPONSE DE FRANCE CHIMIE À LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE N°2019-013

Le 28 août 2019

L'industrie de la Chimie est le premier consommateur industriel de gaz naturel, gaz utilisé à la fois comme combustible et comme matière première. Il s'agit donc d'un poste de coût et d'un facteur de compétitivité de premier ordre pour notre secteur, qui est fortement exposé à la concurrence internationale.

La réforme de l'accès aux stockages souterrains a introduit un terme tarifaire de stockage dans la facture de gaz des consommateurs afin de financer une grande partie du revenu régulé des opérateurs de stockage. Pour les deux premières années de la nouvelle régulation (2018 et 2019), ce terme tarifaire, qui s'apparente à une nouvelle taxe, est appliqué uniquement aux clients non-délestables et non-interruptibles raccordés aux réseaux de distribution publique de gaz, et calculé en fonction de leur modulation.

A l'occasion de la révision des tarifs ATRT, la CRE envisage une extension du terme tarifaire de stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport et aux consommateurs délestables raccordés aux réseaux de distribution.

Lors de la consultation de la CRE n° 2019-006 du 27 mars 2019, France Chimie avait fait part de sa vive opposition à une telle initiative, au motif qu'elle terme aurait fortement détérioré la compétitivité des sites industriels, alors que ceux-ci ne font pas appel au stockage pour leur approvisionnement en gaz et qu'ils ne bénéficient pas de la garantie d'approvisionnement accordée aux clients protégés. Par ailleurs, cela constituerait un frein à la transition énergétique, en renchérissant les moyens de production de chaleur à partir d'énergies renouvelables ou fondés sur la cogénération.

Malgré les aménagements proposés par la CRE dans le cadre de cette nouvelle consultation, les impacts négatifs précédemment relevés par France Chimie subsistent.

France Chimie réitère donc son opposition à l'extension du terme tarifaire de stockage aux sites raccordés aux réseaux de transport et aux sites délestables raccordés aux réseaux de distribution :

- 1- Le terme tarifaire de stockage reflète la valeur de la sécurité d'approvisionnement, dont les consommateurs industriels ne bénéficient pas.** Comme l'indiquait la CRE dans sa délibération du 22 février 2018, « lors des situations critiques [...] les stockages assurent en priorité l'alimentation en gaz des clients dont l'alimentation ne peut être interrompue, notamment les clients domestiques. Cette valeur "sécurité d'approvisionnement" devrait être traduite dans la compensation. » Il s'agit des clients protégés au sens de l'article R. 421-3 du Code de l'énergie, dont ne font pas partie les sites industriels.
- 2- Les consommateurs industriels présentent, dans leur grande majorité, un profil de consommation plat.** En particulier, les consommateurs industriels gazo-intensifs. Les

stockages ont été dimensionnés pour faire face à la modulation des clients résidentiels et tertiaires, dont la consommation de pointe est 10 fois supérieure à la consommation estivale.

- 3- **Le système d'interruptibilité secondaire, qui permettrait de réduire le montant de la contribution tarifaire de stockage, n'est pas encore opérationnel.** Il n'est donc pas pertinent de fonder une régulation sur un mécanisme qui n'existe pas encore et qui s'appuierait sur des bases réglementaires différentes de celles du plan d'urgence gaz.
- 4- **Les investissements dans des moyens de production de chaleur fondés sur des sources d'énergie renouvelable seraient découragés.** Les sites qui produisent de la chaleur à partir d'énergies renouvelables ou de récupération utilisent très souvent le gaz comme énergie d'appoint ou de secours. Le profil de consommation de gaz de ces sites est donc irrégulier. Le terme de compensation stockage qui s'appliquera à ces sites, tel proposé par la CRE, risque donc d'être élevé, sans aucun lien avec leur contribution au besoin de stockage.
- 5- **Les cogénérations se retrouveraient également pénalisées.** En effet, afin de soutenir le réseau électrique, celles-ci sont amenées à fonctionner l'hiver plutôt que l'été. Le terme tarifaire de stockage qui s'appliquerait à ces installations, ou aux sites industriels sur lesquels elles sont implantées, sera donc très élevé. Cela détériorera la compétitivité de ces installations et accélèrera le mouvement de démantèlement constaté depuis plusieurs années. Or, ces installations permettent des économies d'énergie importantes et, en cas de pic de froid, elles sont essentielles à la sécurité d'approvisionnement électrique de la France.
- 6- **Le nouveau modèle de régulation appliqué correspond à celui d'un monopole naturel, ce qui n'est pas le cas de l'activité de stockage de gaz en France.** Le stockage de gaz n'est pas un monopole naturel puisqu'un acteur existant supporterait à peu près les mêmes coûts qu'un nouvel entrant s'il devait développer des capacités de stockage supplémentaires. La régulation du revenu des opérateurs de stockages réduit donc leur incitation à maîtriser leurs coûts et forme une barrière à l'entrée de nouveaux acteurs.
- 7- **L'accès aux stockages à un coût quasi-nul constitue un effet d'aubaine** pour les expéditeurs, les fournisseurs et les traders européens de gaz naturel, à la charge par des consommateurs français. Il est nécessaire de les faire participer au financement de ces infrastructures.

France Chimie défend donc le maintien de l'assiette actuelle pour le terme tarifaire de stockage. Les sites chimiques, hormis ceux dont les opérateurs auraient indiqué explicitement qu'ils sont pas délestables, ne doivent pas supporter de coût lié au stockage de gaz.
